

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°30

avril-juin 2023

Guerres et armes

Table des matières

Le Noël de l'OTAN.....	3
Les noces de la guerre et de la vertu.....	7
L'Europe entière champ de bataille	12
L'Allemagne exporte des armes à un niveau quasi historique.....	13
Fracas des armes, épreuve des stocks	14
En Ukraine, des chars avec de l'uranium appauvri ?	17
Concerto pour panzers	19

Le Noël de l'OTAN

«Après 2014 (NDLR : l'annexion de la Crimée, et la sécession du Donbass ukrainien, appuyée par la Russie), nous avons mis en place le plus grand renforcement de notre défense collective de l'Alliance depuis la fin de la guerre froide...», a déclaré une nouvelle fois ces jours-ci Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN, au «Financial Times». Et ce n'est qu'un début : aux bataillons actuellement déployés sous commandement transatlantique dans six pays du flanc oriental européen, vont succéder des brigades, avec des effectifs jusqu'à sept fois plus nombreux, formées et équipées en mode «haute intensité». Les négociations sont en cours avec les États volontaires, parmi lesquels la France qui met déjà au service de l'Alliance, à terre, sur mer et dans les airs, plus d'hommes que sur le continent africain, son ancien «pré-carré», et qui se veut un de ses fers de lance.



Noël festif au quartier général de l'OTAN. © OTAN, 2020

Changement de vocation pour l'armée française, après ses déboires africains ? Depuis février dernier, elle délaisse partiellement le sud, et se déploie vers le «flanc est» de l'Europe, au titre de ce que l'état-major appelle un «dispositif militaire aux capacités renforcées» :

- sans relation avec la crise ukrainienne, au titre de son tour de commandement qui était prévu pour toute cette année, la France fournit depuis janvier dernier les composantes terrestres, aériennes et NRBC (1) de l'état-major de la force de déploiement rapide de l'OTAN, la Nato Response Force (NRF), et «arme» ainsi l'unité qui a la disponibilité opérationnelle la plus grande au sein de l'Alliance ;
- elle a accepté d'être la «nation-cadre» du bataillon Aigle, déployé dans l'urgence début mars en Roumanie, à Cincu, à 200 kilomètres de la frontière ukrainienne (qui comprend 800 soldats français, renforcés récemment d'une douzaine de chars Leclerc, ainsi que des militaires néerlandais et roumains) ;
- la France a également fourni un système anti-aérien Mamba, équipé de missiles Aster, avec une centaine de servants, pour la protection du port stratégique roumain de Constanta (par où transitent une partie des céréales produites en Ukraine) ;
- elle continue de participer en Estonie au battle group multinational Lynx, sous commandement britannique (300 hommes) ;
- et à assurer, par roulement, la police du ciel dans les États baltes, depuis la Lituanie, avec actuellement une escadrille de quatre Rafale (100 personnels) ; elle participe également à la surveillance et à la protection du ciel en Pologne ;
- elle assure aussi au profit de l'OTAN des patrouilles d'observation (avions-radar Awacs opérant le long de la frontière ukrainienne) ;
- la marine nationale française participe aux deux groupes maritimes OTAN, – Atlantique-Mer du Nord et Méditerranée – ainsi qu'aux deux groupes alliés de guerre anti-mines ;
- depuis la mi-novembre, ces capacités navales sont décuplées grâce à la mission en Méditerranée orientale du groupe aéronaval français (GAN) autour du porte-avions Charles de Gaulle, dont c'est le deuxième déploiement cette année (avec une quinzaine de Rafale, plusieurs frégates, un sous-marin d'attaque, et plus

de deux mille marins) : cette projection de puissance sous le signe de la « haute intensité », se fait en partie au profit de l'OTAN.

Crédibles et fiables

Au total, l'état-major à Paris assure que huit mille militaires français et une vingtaine de bâtiments de guerre sont déployés sur le flanc est, ou en alerte au profit de l'OTAN. L'objectif côté français était de fournir à la NRF des unités prêtes à l'emploi « *crédibles et fiables* » : « *Toutes les nations n'ont pas fait le même effort* », fait remarquer un officier supérieur. Le volontarisme français aurait d'ailleurs été salué par le lieutenant général américain Christopher Cavoli, le nouveau commandant suprême des forces de l'OTAN (2).

En mars dernier, lors d'un sommet OTAN à Bruxelles, il avait été décidé – en gage de nouvelle « réassurance » des pays d'Europe centrale après l'invasion de l'Ukraine – de porter à huit bataillons (et plus seulement à quatre) les effectifs déployés depuis 2014 sur le flanc est : cette « *présence avancée renforcée* » s'inscrivait dans une « *posture dissuasive* », c'est à dire suffisamment robuste ; elle était déployée « *à 360°* » dans tout l'espace est-européen, mais sans être massive au point « *d'atteindre un volume d'allure escalatoire* », explique-t-on à l'état-major. Avec une composition clairement multinationale des unités – les soldats alliés prenant les mêmes risques que ceux des pays d'accueil –, et des capacités de renforcement rapide, si nécessaire : les huit bataillons multinationaux actuels – autour d'un millier d'hommes chacun – pourront être élevés au niveau de brigade en cas de besoin (3). Au total, les forces actuellement mobilisées au titre de ce conflit avec la Russie, sous l'autorité de l'OTAN, sont d'une quarantaine de milliers d'hommes.

L'état-major considère que la participation française est d'autant plus souhaitée et déterminante au sein des forces multinationales que son armée dispose de qualifications ou capacités jugées décisives (« *critical* »), comme le ravitaillement en vol, l'observation et la surveillance aériennes, l'appréciation des situations en mer, la vigilance anti-NRBC, etc. On peut y ajouter, bien que cela soit rarement revendiqué, le poids que donne à un pays comme la France sa maîtrise autonome de la dissuasion nucléaire, Paris ne faisant pas partie du groupe des plans nucléaires de l'OTAN (4).

Degré de réactivité

Le sommet OTAN de Madrid, le 27 juin dernier, a préconisé un modèle militaire plus ambitieux, à une échelle dépassant de loin celle de la NRF. Il s'agirait, en cas de menace directe sur un pays de l'Alliance, ou d'un conflit ouvert avec la Russie, d'intégrer – dans un plan de mobilisation par étapes et niveaux qui est encore en cours de discussion au niveau des gouvernements et des états-majors – l'ensemble des forces mobilisables des pays membres, selon un schéma par tiers :

- les forces directement au contact, mobilisées en moins de dix jours : ce sont celles des pays de la frontière orientale européenne, appuyées par les bataillons ou brigades OTAN repositionnées ;
- un second tiers pouvant être amené à intervenir dans un délai compris entre 10 et 30 jours, qui viendrait d'un peu plus loin, avec des moyens plus conséquents (blindés, artillerie, etc.) ;
- le dernier tiers, le plus lourd, déployable en 30 à 180 jours, venant possiblement de très loin (y compris par exemple des États-Unis) serait destiné à occuper un territoire, défendre ou restaurer la souveraineté du pays attaqué, etc.

On passerait donc du modèle classique de « génération de force » – qui consiste à recueillir les contributions volontaires pour la constitution de formations multinationales ad hoc – à la mise en œuvre d'une planification intégrée, dynamique, s'appuyant sur les moyens et les spécialités des armées des pays membres de l'OTAN, en fonction de leur degré de disponibilité et de réactivité. Des discussions sont en cours, chaque nation indiquant quelle unité pourrait participer à tel bloc de force, et si elle dispose de l'équipement et de l'entraînement correspondants.

On savait...

Sur un plan plus politique, Stoltenberg se félicite dans son entretien du 7 décembre dernier avec le *Financial Times* que l'OTAN ait été « *très précise dans la prédiction de l'invasion* », reflétant en cela dès l'automne 2021 les inquiétudes des Américains. « *Nous étions bien préparés, et avons activé nos plans de défense* », avec le déploiement en quelques semaines de milliers de soldats supplémentaires sur le flanc oriental de l'Alliance. Il reconnaît que les alliés de l'OTAN soutenaient l'Ukraine depuis de nombreuses années, et plus encore depuis la première invasion en 2014 : les États-Unis, le Canada, le Royaume uni ont formé les forces armées ukrainiennes, de sorte qu'elles étaient « *beaucoup plus grandes, plus fortes, et mieux équipées* » en février 2022,

comme l'a réalisé, mais un peu tard, l'armée expédiée par Vladimir Poutine pour la conduite d'une simple « opération spéciale ».

Le secrétaire général de l'OTAN pointe aussi les « deux grosses erreurs stratégiques » du régime Poutine : avoir sous-estimé les Ukrainiens en tant que nation, l'efficacité de leurs dirigeants, le courage de leurs forces armées ; et sous-estimé la force des alliés de l'OTAN, dans leur engagement à renforcer leur propre défense, à accorder ce soutien sans précédent à un pays pourtant non-membre de l'Alliance, à accueillir de nouveaux candidats à l'entrée dans l'Alliance – la Finlande, la Suède – ce qui aura pour effet de « doubler la frontière avec la Russie ». Ainsi, le président Poutine a-t-il « obtenu exactement le contraire de ce qu'il voulait », constate Jens Stoltenberg.

Mauvais message

Le secrétaire général de l'OTAN considère que les conditions d'une négociation entre les belligérants ne sont pas réunies : « *Le paradoxe est que, plus nous voulons une solution pacifique négociée assurant la victoire de l'Ukraine, plus il est urgent de lui apporter un soutien militaire pour créer les conditions d'une paix juste et durable* ». Dans cette déclinaison du classique « si tu veux la paix, prépare la guerre », Stoltenberg fait valoir que si le président Poutine gagne en Ukraine, il pourra recommencer ailleurs. Et que d'autres dirigeants autoritaires dans le monde comprendront le « très mauvais message » ainsi envoyé : utiliser la force, violer le droit international, envahir un pays souverain permet d'obtenir ce que l'on veut : « *Cela rendra le monde plus dangereux... Nous ne pouvons donc pas permettre au président Poutine de gagner* ».

Pour Stoltenberg, Européens et Américains doivent se préparer à une relation difficile pendant un long temps avec la Russie, élevée au rang d'ennemi dans le document stratégique adopté au début de cette année. D'où la nécessité de renforcer la dissuasion et la défense collective de l'OTAN, « *pour garantir que le conflit en Ukraine ne dégénère pas en une guerre à part entière entre l'OTAN et la Russie* », et pour contraindre Moscou à renégocier un jour les questions de contrôle des armements de toutes sortes, de transparence, de réduction des risques, etc.

Plafond ou plancher

Au passage, Jens Stoltenberg s'en prend à nouveau à la rhétorique nucléaire « imprudente et dangereuse » de la Russie : elle doit savoir que toute utilisation de ce type d'armes « *changerait totalement le caractère, la nature du conflit* », et qu'une guerre nucléaire, comme ce haut responsable de l'OTAN le répète souvent, « *ne peut jamais être gagnée, et ne doit jamais être menée* » (5).

Sur la question de l'effort de défense, Stoltenberg a également changé de braquet depuis quelques mois. Pour financer ce qui s'annonce donc comme « *le plus grand remaniement de notre défense collective depuis la fin de la guerre froide* » (AFP, 27 juin 2022), il faut selon lui investir davantage dans la sécurité et le militaire. Concrètement, l'objectif des 2% du PIB à atteindre d'ici 2024 pour les budgets défense des pays membres « *devient un plancher, et non plus un plafond* ». Pour l'heure, neuf pays ont atteint ou dépassé cet objectif : Grèce, USA, Pologne, Lituanie, Lettonie, Estonie, Royaume uni, Croatie, Slovaquie. La France est à 1,9%, l'Italie à 1,54, l'Allemagne 1,44, l'Espagne 1,01, Luxembourg 0,58.

Stoltenberg se réjouit que 19 alliés ont lancé des « *plans clairs* » pour atteindre cet objectif des 2%, et que 5 autres auraient pris « *des engagements concrets* ». L'Allemagne a été particulièrement félicitée début décembre à Berlin par Jens Stolterberg pour son « *Zeitenwende* » (tournant historique) annoncé en février dernier : le déblocage d'une enveloppe d'une centaine de milliards d'euros réservée à des investissements pour son secteur défense dans les cinq ans à venir, qui devrait ramener l'Allemagne dans le camp des « grands » militaires européens. Berlin est aussi félicité pour l'initiative prise avec la Norvège de mettre sur pied un centre OTAN de coordination pour la protection des infrastructures sous-marines, comme les câbles de communication ou les pipelines, nouveau domaine auquel s'intéresse l'OTAN depuis le sabotage en septembre dernier du Nord Stream, la conduite de gaz entre la Russie et l'Europe.

Philippe LEYMARIE (blog du Monde diplomatique), décembre 2022

(1) Nucléaire, radiologique, biologique et chimique.

(2) Par tradition, et pour tenir compte du poids réel du parrain américain de l'OTAN, le commandement militaire de l'Alliance est assuré par un général américain qui cumule avec le poste de chef des troupes américaines en Europe et en Afrique. Depuis la réintégration de la France au sein l'organisation militaire de l'OTAN, un second commandement supérieur — dit de la « transformation », installé à Norfolk (Floride) est réservé à un général français, jusque-là un aviateur.

(3) Les effectifs de ces unités se comptent en centaines pour un bataillon, en milliers pour une brigade. En France, un régiment de l'armée de terre tourne autour du millier de soldats, subdivisé en compagnies de 100 à 120 hommes et femmes. Une division rassemble jusqu'à une dizaine de régiments.

(4) Étroitement contrôlé par Washington qui le préside, ce comité veille au stockage et au renouvellement des cent quarante ogives nucléaires américaines entreposées en Allemagne (base aérienne Büchel), aux Pays-Bas (BA Volkel), en Belgique (BA Kleine Brogel), en Italie (BA Aviano et Ghedi Torre) et en Turquie (BA Incirlik). Les armées de l'air de ces pays disposent de vecteurs aériens pour les mettre en œuvre, en «double clé» avec Washington.

(5) Il le disait déjà dans un entretien au *Point*, le 21 juin 2022.

Camouflage de l'impérialisme occidental

Les noces de la guerre et de la vertu

Les grandes puissances habillent souvent leurs ambitions stratégiques de considérations vertueuses à portée universelle : le droit des peuples, la défense de la liberté, la civilisation. Ces derniers temps, les valeurs de gauche sont volontiers mobilisées au service des objectifs stratégiques de l'Occident.

Traquer le terrorisme, promouvoir la démocratie, protéger les populations... : les États-Unis ne manquent pas d'imagination pour justifier leurs interventions militaires et leurs ingérences à l'étranger. Un nouvel argumentaire est déployé sitôt que le précédent a perdu de son crédit. Depuis quelques années, Washington privilégie un registre inédit, celui de la justice sociale, en recyclant des combats sociétaux en vogue en Occident pour légitimer ses interventions. Ainsi, les dignitaires du Pentagone et du département d'État, les têtes pensantes des think tanks influents, mais aussi les représentants des organisations non gouvernementales (ONG) et les éditorialistes des grands médias – bref, tous ceux qui comptent en matière de politique étrangère – parlent désormais de lutte contre l'oppression des femmes, de défense des minorités ethniques, de droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et trans (LGBT)... Faisant écho aux thèmes prisés par la jeunesse diplômée et par certains milieux militants radicaux, ils élaborent un nouvel objectif stratégique, qui pourra leur servir à justifier toutes sortes d'ingérences : le « façonnage culturel » (culture forming), sur la base des normes et des mœurs occidentales.

À première vue, il peut paraître étonnant que des thèmes portés par certains milieux militants progressistes – les milieux woke (littéralement « éveillés »), selon l'expression convenue dans les médias – alimentent des politiques interventionnistes et expansionnistes, souvent armées. Cette tendance ne devrait pourtant pas surprendre. Voilà bien longtemps que les États-Unis recourent au registre de la morale pour masquer leurs visées impérialistes. Depuis le XVII^e siècle, le puritanisme anglo-saxon, avec son idéalisme moraliste, place les récits universalistes au cœur de l'histoire humaine. Dans sa version sécularisée, il s'est incarné à travers Thomas Jefferson, le troisième président américain (1801-1809), qui concevait les États-Unis comme un « empire de la liberté » guidant par son exemple les autres nations du monde, plongées dans l'ignorance (1). Un siècle plus tard, le président Woodrow Wilson (1913-1921) a vu dans la première guerre mondiale, une fois son pays entré dans le conflit, l'occasion de propager les valeurs politiques de l'Amérique et de définir un cadre de compréhension universel des relations internationales (2).

Cette tentative de remodeler l'ordre international a abouti à la création de la Société des nations (SDN) – à laquelle les États-Unis ne participeront finalement pas en raison de l'intransigeance du Sénat, républicain et isolationniste, et de la féroce résistance du président Warren Harding (1921-1923).

À l'aube du XXI^e siècle, c'est encore la morale qui guidait l'interventionnisme américain. Quelques mois à peine après les attentats du 11 septembre 2001, l'administration de M. George W. Bush élargissait en effet le périmètre de sa mission : il ne s'agissait plus seulement de traquer Al-Qaïda et ses complices, mais de mener une « guerre contre la terreur ». Ce projet utopique prétendait pacifier divers points chauds de la planète au moyen d'opérations de « changement de régime » (*regime change*) et de « construction de nation » (*nation building*). Inauguré en Afghanistan, il s'est étendu à l'Irak, puis à l'ensemble du Proche-Orient. Ces expéditions armées étaient souvent explicitement justifiées par la promotion de la démocratie. Elles comportaient en outre, comme c'était déjà le cas sous d'autres administrations, une dimension religieuse qui influait sur la définition des priorités. Par exemple, l'aide au développement et à l'éducation fournie aux pays africains dans le cadre de la prévention du sida fut longtemps conditionnée à la mise en avant du principe d'abstinence, une valeur chère à la droite chrétienne américaine. De tels programmes se révélèrent globalement inefficaces, voire contre-productifs.

En janvier 2009, l'arrivée de M. Barack Obama à la Maison Blanche sonna le glas de l'évangélisme de l'ère Bush et marqua l'avènement d'une perspective qui se voulait réaliste. Par leur vote assez large quelques mois plus tôt, les Américains avaient rejeté la vision messianique de M. Bush portée par le candidat républicain néoconservateur John McCain, et décrété que les changements de régime n'étaient pas la bonne réponse aux menaces du XXI^e siècle. Cependant, plutôt que d'abandonner les stratégies idéalistes du passé, la nouvelle administration se contenta d'en redéfinir la logique. Au lendemain des « printemps arabes » de 2011, les États-Unis et leurs alliés lancèrent donc des opérations militaires en Libye et en Syrie en invoquant des motifs humanitaires. Cette couverture idéologique s'inscrivait dans le cadre de la « responsabilité de protéger » (*responsibility to protect*, ou R2P), un concept popularisé par Mme Samantha Power, dont la participation à

l'administration Obama signa la fin du réalisme promis par le président et le passage à une approche plus classique de la politique étrangère américaine.

En Libye, les conséquences de l'intervention militaire furent désastreuses. Privé de pouvoir central, déchiré par une guerre civile entre factions rivales, affligé de problèmes qui n'existaient pas auparavant, comme le terrorisme ou les marchés d'esclaves au grand jour, le pays est aujourd'hui l'archétype de l'État failli.

Finalement, la R2P a eu pour effet de perpétuer et d'exacerber les problèmes qu'elle était censée résoudre, alimentant en retour une violence systémique (3). Surtout, en précipitant la faillite des États, elle a elle-même créé et aggravé les conditions qui rendent nécessaires de nouvelles interventions humanitaires. Celles-ci deviennent alors une sorte de casus belli perpétuel, enclenchant un cercle vicieux de crises.

Aujourd'hui, alors que s'accélère la fusion entre élites culturelles et diplomatiques, la définition d'une idéologie adéquate pour justifier l'expansion impérialiste se trouve au cœur de la compétition interne aux classes intellectuelles. L'enjeu pour elles est de concilier leurs intérêts hégémoniques avec leur sentiment de supériorité morale – c'est-à-dire d'étaler leur vertu et leur conscience des épreuves endurées par les populations marginalisées des États à secourir, tout en huilant les rouages de la machine de guerre.

Cette confluence, sur la scène diplomatique, entre justice sociale et néoconservatisme, entre défenseurs des droits humains et partisans de l'interventionnisme militaire de l'OTAN, est apparue avec évidence à l'approche de l'élection présidentielle de 2016, quand de nombreux néoconservateurs traditionnels ont commencé à comprendre que la démocrate Hillary Clinton était probablement la candidate la plus à même de réaliser leurs objectifs, face à un Donald Trump qui prônait une forme d'isolationnisme. Après la victoire-surprise du milliardaire new-yorkais, ces divers rapprochements se sont cristallisés en une coalition enjambant les deux partis ; désormais, de nouveaux think tanks réunissent d'anciens analystes républicains et d'éminentes figures démocrates (4).

Les médias américains ont largement suivi ce réalignement politique. Ainsi l'éditorialiste néoconservateur Bill Kristol, propagandiste en chef de la guerre en Irak pendant l'ère Bush, a-t-il pu recevoir, en décembre 2018, les louanges de la chaîne MSNBC (favorable aux démocrates) qui le salua comme « *woke Bill Kristol* » (5). Les journalistes comme les militants recourent désormais au lexique de la justice sociale pour pourfendre des nations présentées comme rivales et consolider l'hostilité du public à leur endroit. Le North American Congress in Latin America – une organisation orientée à gauche, mais généralement favorable aux États-Unis – a par exemple interprété les manifestations qui ont secoué Cuba à l'été 2021 comme étant principalement motivées par la tolérance excessive du gouvernement cubain envers le racisme anti-Noirs (6).

Le cas bolivien est encore plus frappant. Le gouvernement d'extrême droite qui s'est installé à La Paz en novembre 2019 à la suite d'un coup d'État, et avec le soutien des États-Unis, a souvent été évoqué en termes élogieux par les médias occidentaux, sa dirigeante, Mme Jeanine Añez, étant dépeinte comme une « *militante de la cause des femmes* » (7). Avant d'être battu dans les urnes un peu moins d'un an plus tard, le gouvernement de Mme Añez a eu le temps de prendre des mesures extrêmement dures contre les minorités d'origine amérindienne et les fidèles de religions indigènes traditionnelles. Poursuivie pour sédition et pour avoir causé la mort d'une vingtaine d'opposants, la « *militante de la cause des femmes* » a finalement été arrêtée et incarcérée...

La rhétorique « progressiste » a encore davantage imprégné le discours atlantiste à partir de l'été 2021, avec la fin de l'intervention de l'OTAN sous commandement américain en Afghanistan. Voilà bien longtemps que les médias du monde entier se désintéressaient de cette guerre commencée en 2001. Mais, avec la chute de Kaboul et le retour au pouvoir des talibans, les « *femmes et filles afghanes* » ont soudainement repris une place dans les préoccupations occidentales – le sujet avait déjà été mobilisé il y a vingt ans pour justifier l'intervention militaire auprès des pays européens (8). Toujours prompts à évoquer les problèmes afghans à travers le prisme de questions sociales et de thèmes d'actualité propres à l'Amérique du Nord, les journalistes occidentaux ont voulu voir dans l'effacement par les talibans d'une fresque murale représentant George Floyd (tué par un policier américain à Minneapolis en mai 2020) un symbole du recul des libertés provoqué par le retrait des troupes américaines (9). La focalisation sur ces sujets permet de présenter la prise de contrôle des talibans comme une tragédie qui aurait dû être évitée par les Occidentaux plutôt que comme la conclusion logique de la plus longue guerre de l'histoire des États-Unis.

La récupération des causes progressistes au profit de l'hégémonie américaine repose sur des connexions, qui existent de longue date, entre le monde de la recherche, les sous-traitants de l'armée et les agences gouvernementales. Dans la version initiale de son célèbre discours sur les dangers du complexe militaro-industriel, prononcé en janvier 1961, le président Dwight Eisenhower affirmait déjà que l'université était une force motrice de cette relation oligarchique (10). Il reconnaissait également, avec prescience, que les idées

en vogue dans les campus allaient fournir des motifs commodes pour légitimer l'idéologie de la mondialisation et de futurs projets impériaux au nom de la « libération ». Le nouveau consensus entre chercheurs et gouvernement entend promouvoir une théorie politique fondée sur une moralité universelle, qui sacrifie les particularismes comme la souveraineté et favorise l'homogénéisation culturelle de la planète grâce au recours au *soft power* autant qu'au *hard power*.

Universaliser l'expérience américaine

À mesure qu'elle gagne en prestige dans les cercles politiques et diplomatiques, la rhétorique impérialiste progressiste se confond davantage avec l'image internationale des États-Unis et leur rôle en tant que grande puissance. Les franges acquises à une vision conventionnelle de l'interventionnisme, héritée de la guerre froide, ont bien compris l'intérêt d'utiliser à des fins stratégiques des combats apparemment motivés par la justice sociale, en négligeant les contextes culturels et historiques qui peuvent éclairer différemment le traitement de la question des minorités : des nations qui vivent selon des modes qui nous paraissent inacceptables peuvent ainsi facilement être jugées « problématiques », « intolérantes », justifiant sanctions ou opérations militaires.

On l'a vu par exemple avec le discours prononcé en mars 2021 devant l'Assemblée générale des Nations unies par la représentante des États-Unis, Mme Linda Thomas-Greenfield (11). En faisant référence dans un contexte de politique étrangère au « Projet 1619 » du *New York Times* – qui insiste sur la prise en compte des conséquences de l'esclavage dans le récit national –, Mme Thomas-Greenfield tendait à universaliser l'expérience américaine et à en déduire une position moraliste absolue pour interpréter les phénomènes mondiaux. Cette manière de stigmatiser les États rivaux selon des normes culturelles définies en Occident s'est également imposée lors des discussions sino-américaines houleuses qui se sont tenues en Alaska en mars 2021, au cours desquelles Washington et Pékin se sont mutuellement accusés d'hypocrisie en matière de droits humains. Puis, en septembre de la même année, l'administration Biden a promulgué un décret prévoyant l'application de sanctions contre toute personne impliquée dans les atrocités commises au Tigré, une région du nord de l'Éthiopie en proie à la guerre civile. Le texte mentionnait explicitement la nature ethnique des violences et leur impact spécifique sur les femmes pour justifier l'ingérence américaine. Et la liste continue : l'OTAN a organisé un « Débat de fond sur les questions de genre et les menaces hybrides » en février dernier (12) ; le mois suivant, les États-Unis décidaient d'annuler les discussions prévues avec les talibans autour des avoirs confisqués, au motif que le gouvernement de Kaboul avait annoncé ne pas rouvrir les écoles pour les filles.

Si ces politiques se poursuivent, elles finiront probablement par créer une nouvelle méthode permettant de délégitimer certains États aux yeux des peuples occidentaux, qui partagent des mœurs socioculturelles comparables. Ce virage idéologique implique aussi un alignement sur le tempo médiatique, ce qui peut nuire à un examen serein du bien-fondé stratégique des politiques menées et de leurs bénéfices pour les populations qu'on prétend assister. Il laisse par ailleurs augurer d'une nouvelle génération de décideurs politiques mieux intégrée à l'opinion majoritaire, à celle de la jeunesse en particulier, ce qui rapprochera les militants de la société civile des objectifs de l'État.

C'est ce que l'on constate depuis le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne en février 2022. Certains commentaires ont ainsi mis l'accent sur le fait que, si l'Ukraine n'a pas vraiment à se vanter de sa politique envers les minorités LGBT, la Russie fait encore pire. Certes, c'est mettre la barre très bas, mais cela montre clairement que la question LGBT est appréhendée par les segments de la presse enclins à l'interventionnisme sous l'angle de son utilité en termes de *soft power* (13). Un marché médiatique existe déjà pour ce type d'analyses. En mai 2022, *The Atlantic*, une publication généralement pro-interventionniste, plaidait pour une « décolonisation » de la Russie. L'histoire multiethnique de cet État était comparée au colonialisme de l'époque victorienne, ce qui justifiait de le démanteler par une opération de changement de régime (14)...

L'impérialisme libéral a clairement intérêt à décrire la politique étrangère américaine comme progressiste et à identifier les nations hostiles comme intolérantes et réactionnaires. Cet usage sélectif des causes progressistes ouvre grand la porte aux interventions dans une longue liste de zones problématiques du Sud, tout en étayant un récit national qui présente ces opérations comme bénéfiques autant que moralement légitimes. Il est aisé ensuite d'affirmer que les rivaux étrangers critiquant ces politiques sont « *du mauvais côté de l'histoire* », « *opposés au progrès* », « *diaboliques* » — des mots en vogue du côté du Pentagone et du département d'État. Dans les années qui viennent, Washington va très probablement insister sur toutes ces valeurs dans ses relations avec des États qu'il cherche à affaiblir et dans les régions où il veut étendre sa présence militaire. Parallèlement, ces mêmes valeurs seront sans doute systématiquement minorées quand il

s'agira de nations amies, telle l'Arabie saoudite, exposant les Américains et leurs alliés à des accusations d'hypocrisie, lesquelles affaibliront davantage leurs prétentions à la vertu morale.

Depuis que la Central Intelligence Agency (CIA), au début de la guerre froide, a soutenu financièrement des artistes afin de promouvoir des valeurs libérales associées à l'exceptionnalisme américain (15), la classe dirigeante sait parfaitement utiliser les vents culturels dominant à l'Ouest pour défendre sa vision de la politique étrangère et ses intérêts sécuritaires en les faisant passer pour l'« intérêt national ». Dans les faits, les institutions étatiques manient la carotte des subventions, des promotions et de la formation professionnelle pour favoriser l'émergence d'une pensée de groupe systémique au sein de la bureaucratie, encourager l'internationalisme libéral et fabriquer du consentement autour du maintien de la suprématie américaine dans le monde. Quant aux réseaux de recrutement et de promotion des élites, leur rôle est capital aussi bien pour renforcer le prestige des institutions que pour entretenir une culture du consensus stratégique, celle-ci étant ensuite perfectionnée et diffusée par une armée de militants et de groupes de défense extrêmement visibles et experts dans l'utilisation des médias.

Conceptualiser les politiques (y compris la politique étrangère) sous l'angle de la justice sociale est devenu un réflexe pour la classe diplômée qui occupe l'essentiel des postes de management intermédiaire au sein des agences gouvernementales, des entreprises médiatiques et des sociétés privées. Cependant, de même que les banques d'investissement ou les fabricants d'armes ne renoncent pas à leurs profits lorsqu'ils brandissent les symboles LGBT ou Black Lives Matter (à des fins essentiellement promotionnelles), la CIA et le département d'État peuvent fort bien afficher publiquement leur engagement envers les causes progressistes à la mode sans renier leurs ambitions impérialistes. Mieux : le processus de professionnalisation permet aux personnels actuels et futurs de reprendre cette exhibition vertueuse à leur compte et de la propager. Pour ceux qui aspirent à une embauche ou à une promotion, c'est une des manières de signaler leur identification aux objectifs de ces institutions. Pierre Bourdieu appelait cela le « *capital culturel* », qu'il définissait comme la « *familiarité avec la culture légitime d'une société* ». Il se traduit par un ensemble de savoirs, de compétences, d'usages et de qualifications qui soulignent l'appartenance à la classe dominante.

En revanche, ceux qui préféreraient voir les États-Unis s'engager dans une politique étrangère plus réaliste et plus prudente ne peuvent que constater que le nouvel ethos de justice sociale remplit peu ou prou la fonction qu'ont eue par le passé la promotion de la démocratie ou la R2P : il légitime toutes les actions militaires ou diplomatiques entreprises en son nom et discrédite en même temps les critiques qui pourraient leur être opposées. Cependant, le nouvel impérialisme de la vertu est peut-être encore plus déstabilisant car, au-delà de la restructuration politique des pays visés, il cherche à obtenir leur soumission culturelle totale. Un processus qui, avec le temps, pourrait radicaliser encore davantage les pays du Sud, non seulement contre l'Amérique, mais aussi contre le libéralisme et le progressisme en tant que tels. On voit déjà des nations ayant peu d'intérêts communs, en dehors de leur hostilité envers l'ingérence américaine, se coaliser contre l'hégémonie de l'impérialisme libéral au nom de leur souveraineté étatique et civilisationnelle (16).

Avertissement aux progressistes

D'un point de vue historique, ces évolutions ne sont ni inédites ni propres aux États-Unis. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, l'Empire britannique a encouragé le commerce mondial des esclaves pour des motifs tant financiers que coloniaux, avant que la cause antiesclavagiste, par suite des progrès de l'industrialisation durant l'époque victorienne, ne devienne un moyen de redéfinir l'expansion impérialiste en termes de devoir moral (la « mission civilisatrice », le « fardeau de l'homme blanc »). L'impérialisme libéral sous direction américaine semble fonctionner selon une logique similaire : les actions humanitaires concernent souvent des régions où ont déjà eu lieu des interventions occidentales, et créent des conditions qui appelleront de futures interventions, produisant ainsi une spirale de conflits perpétuels et figés. Les casus belli motivés par des considérations de justice sociale ont une utilité évidente pour qui nourrit des dispositions expansionnistes. En ce sens, l'analyse qui précède peut être lue comme un avertissement aux militants progressistes : le complexe militaro-industriel est parfaitement capable d'assimiler votre langage et de le mettre au service de ses objectifs. On peut déjà parier que, si ce paravent idéologique qui permet aujourd'hui de justifier des politiques extérieures agressives et des interventions militaires en terrain étranger cesse d'être jugé fonctionnel, il sera à son tour promptement remplacé par une autre rhétorique. Et le cycle recommencera.

Christopher MOTT (Monde diplomatique), janvier 2023

(1) Robert W. Tucker and David C. Hendrickson, « Thomas Jefferson and American foreign policy », Foreign Affairs, New York, printemps 1990.

- (2) Milan Babik, « George D. Herron and the escha- tological foundations of Woodrow Wilson’s foreign policy, 1917-1919 », *Diplomatic History*, vol. 35, n° 5, Oxford University Press, novembre 2011.
- (3) Lire Anne-Cécile Robert, « Origines et vicissitudes du “droit d’ingérence” », *Le Monde diplomatique*, mai 2011.
- (4) Glenn Greenwald, « With new DC policy group, Dems continue to rehabilitate and unify with neocons », *The Intercept*, 17 juillet 2017.
- (5) The Beat with Ari Melber, « Fat Joe and woke Bill Kristol », MSNBC, décembre 2018.
- (6) Bryan Campbell Romero, « Have you heard, comrade ? The socialist revolution is racist too », *North American Congress in Latin America*, août 2021.
- (7) « Women’s activist Jeanine Anez takes the reins in Bolivia », *The Australian*, Sydney, novembre 2019.
- (8) « CIA report into shoring up Afghan war support in western Europe », *WikiLeaks*, mars 2010.
- (9) Akhtar Mohammed Makoi, « The soul of Kabul’ : Taliban paint over murals with victory slogans », *The Guardian*, Londres, 7 septembre 2021.
- (10) Henry A Giroux, *University in Chains : Confronting the Military-Industrial-Academic-Complex*, Routledge, Londres, 2007.
- (11) Linda Thomas-Greenfield, « Remarks at an UNGA commemoration on international day for the elimination of racial discrimination », US Mission to the United Nations, New York, mars 2021.
- (12) « Deep dive recap : Exploring gender and hybrid threats », OTAN, Bruxelles, février 2022.
- (13) J. Lester Feder, « The fight for Ukraine is also a fight for LGBTQ rights », *Vanity Fair*, mars 2022.
- (14) Casey Michel, « Decolonize Russia », *The Atlantic*, Washington, DC, mai 2022.
- (15) Frances Stonor Saunders. *The Cultural Cold War : The CIA and the World of Arts and Letters*, The New Press, New York, 2013.
- (16) Benjamin Norton, « Venezuela and Iran sign 20-year cooperation plan, Maduro pledges “joint anti-imperialism struggle” », *Multipolarista*, 11 juin 2022.

L'Europe entière champ de bataille



La Fédération des scientifiques américains (FAS) confirme en janvier l'information donnée par *Grandangolo* en décembre 2022 sur la base d'un document de l'US Air Force : l'avion C-17A *Globemaster* a été autorisé à transporter en Italie et d'autres pays européens la bombe nucléaire USA B61-12. Des fonctionnaires de l'Administration Biden ayant annoncé que l'envoi des B61-12 aurait été anticipé en décembre, nous estimons que les nouvelles bombes nucléaires USA sont déjà en train d'arriver en Europe pour être déployées contre la Russie.

USA et OTAN sont en train de déverser en Ukraine d'énormes quantités de munitions pour l'artillerie lourde fournie aux forces armées de Kiev. Les États-Unis – selon les données officielles – ont jusqu'à présent envoyé en Ukraine plus d'un million de munitions pour obusiers de 115 mm, plus des dizaines de milliers de missiles. Environ 300 000 projectiles proviennent de dépôts militaires USA en Israël. L'envoi d'armes est géré par un réseau international, dans lequel joue un rôle central (*la base USA proche de Pise*) Camp Derby, le plus grand arsenal USA hors de la mère-patrie, relié au port de Livourne et à l'aéroport militaire de Pise. Grande-Bretagne, France, Pologne et Finlande sont en train de fournir des chars d'assaut à Kiev, et la Pologne acquiert aux USA des chars Abrams dont une partie peut être destinée à l'Ukraine.

Dans le même temps USA et OTAN potentialisent le déploiement de leurs forces en Europe, toujours plus adossées à la Russie. En Roumanie l'OTAN a déployé des avions AWACS, dotés des plus sophistiquées installations électroniques, tenus constamment en vol près de l'espace aérien russe. En Roumanie toujours, le Pentagone a installé la 101^{ème} Division Aéroportée, qui se trouve déployée en Europe pour la première fois depuis la Deuxième Guerre Mondiale.

L'OTAN et l'UE instituent « une *task force* sur la résilience et les infrastructures critiques ». « L'OTAN – déclare le Conseil de l'Union Européenne – reste le fondement de notre défense collective. Nous reconnaissons la valeur d'une Défense européenne plus forte qui contribue à la sécurité transatlantique et soit complémentaire et inter-opérationnelle avec l'OTAN ».

Manlio DINUCCI, Mondialisation.ca, 21 janvier 2023

[...]

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

La source originale de cet article est byoblu.com

Copyright © Manlio Dinucci, byoblu.com, 2023

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une chronique hebdomadaire « L'art de la guerre » au quotidien italien *il manifesto*. Parmi ses derniers livres : *Geocommunity* (en trois tomes), Éd. Zanichelli 2013 ; *Geolaboratorio*, Éd. Zanichelli 2014 ; *Se dici guerra...*, Éd. Kappa Vu 2014.

Le chiffre du jour

L'Allemagne exporte des armes à un niveau quasi historique

À son arrivée au pouvoir, la coalition gouvernementale d'Olaf Scholz avait assuré vouloir ralentir ses livraisons d'armes à l'étranger. Un an plus tard, les ventes sont au plus haut, selon la presse allemande. En partie à cause de la guerre en Ukraine.

L'industrie allemande de l'armement a exporté l'équivalent de 8,35 milliards d'euros d'armes en 2022. Courrier International

Les exportations de l'industrie allemande de l'armement « ont presque atteint un nouveau record », annonce N-TV. En 2022, le secteur a au moins vendu pour 8,35 milliards d'euros d'armes et d'équipements militaires à l'étranger. Cela représente, selon la chaîne d'outre-Rhin, « le deuxième chiffre le plus élevé de l'histoire de la République fédérale ». Et ce malgré la volonté affichée dans le contrat de coalition du gouvernement d'Olaf Scholz de réduire les ventes allemandes dans ce domaine.

Depuis la rédaction de ce document à visée programmatique, fin 2021, la situation géopolitique mondiale a évolué. Employant le terme de « Zeitenwende » (« tournant historique », en français), le chancelier social-démocrate a annoncé en février 2022 le retour de son pays sur la scène internationale, promettant à la fois de moderniser son armée et de soutenir les Ukrainiens face à l'invasion russe.

« Depuis, des livraisons d'armes à l'Ukraine, d'un montant de 2,24 milliards d'euros, ont été approuvées, assure N-TV. Parmi elles : nombre d'armes lourdes comme 30 blindés antiaériens Gepard, 14 Panzerhaubitzen 2000 (des canons automoteurs), 5 lance-roquettes multiples, ou encore le système de défense antiaérienne Iris-T. »

Tendance antérieure au conflit ukrainien

Mais le conflit ukrainien n'est pas le seul facteur expliquant les chiffres records de l'industrie allemande de l'armement. Sans commune mesure avec les exportations destinées aux forces de Kiev, celles vers les Pays-Bas, les États-Unis, le Royaume-Uni et la Hongrie demeurent élevées. Et d'après le média d'outre-Rhin, « les envois à l'étranger étaient encore plus élevés l'année dernière, quand le chiffre record de 9,35 milliards d'euros a été atteint ».

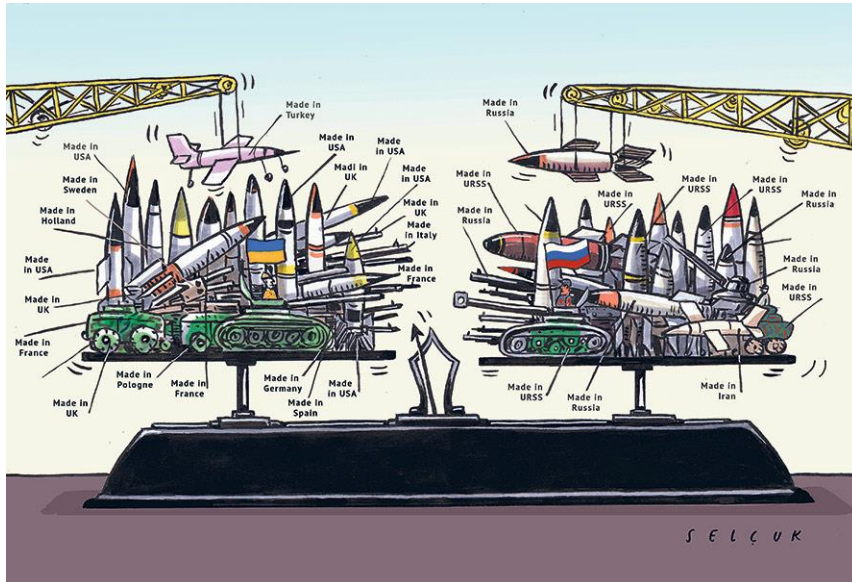
Dans un pays où les ventes d'armes à l'étranger sont strictement encadrées, le sujet demeure sensible. À la mi-décembre, un rapport de la Conférence commune Église et Développement (GKKE) avait déjà critiqué la part non négligeable d'acheteurs n'appartenant ni à l'Union européenne (UE) ni à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan).

L'association chrétienne allemande y rappelait qu'en 2021 ces pays représentaient déjà plus de 63 % des destinataires des livraisons d'outre-Rhin – contre environ 50 % en 2020, et 44 % en 2019. Pour elle, il est aujourd'hui légitime d'aider l'Ukraine face à l'invasion russe. Mais les livraisons autorisées à la fin de l'ère Merkel à d'autres États tiers – comme l'Égypte ou l'Arabie saoudite – posent davantage problème, en raison de violations des droits humains et de leur implication dans la guerre au Yémen.

COURRIER INTERNATIONAL, 28 décembre 2022

Fracas des armes, épreuve des stocks

Parce qu'il met en jeu des masses considérables d'hommes et de matériels ou parce qu'il se déroule sur de nouveaux terrains – l'espace, notamment –, le conflit entre Kiev et Moscou est d'une nature inédite. Sauf épuisement brutal d'une des parties, il paraît peu susceptible d'aboutir à une victoire militaire. Pendant ce temps, la diplomatie reste à l'arrêt.



Vingt ans après la fin des affrontements qui ont déchiré l'ex-Yougoslavie, le fracas des armes revient sur le continent européen. Si les combats en Ukraine font l'objet de commentaires quotidiens, peu d'analyses se penchent sur les caractéristiques et l'originalité de cette guerre. Industrielle, elle se déroule sous plafond nucléaire. Malgré des similitudes évidentes avec les conflits armés du XXe siècle, ses modes d'opération l'ancrent résolument dans la conflictualité du XXIe siècle.

Pour beaucoup d'analystes, le conflit russo-ukrainien marque le

retour d'une guerre de haute intensité. Est-ce à dire que les conflits des trente dernières années, des Balkans à l'Afghanistan en passant par le Proche-Orient ou la Libye, ne l'étaient pas ? On répondra que l'intensité n'est ni psychologique ni politique, mais tient à la quantité d'hommes et de matériel engagés. À l'aune de ce critère, la bataille de Mossoul en Irak en 2016-2017 relevait déjà de la haute intensité. Elle a impliqué cent mille combattants de la coalition occidentale contre dix mille de l'Organisation de l'État islamique (OEI). La ville et ses faubourgs sortent à moitié détruits des neuf mois d'affrontements. Si on ajoute le critère du nombre de victimes, la guerre au Yémen présente également tous les traits de la haute intensité. Selon les Nations unies, le conflit, commencé en 2015, a déjà fait 327 000 morts (150 000 au combat, 177 000 en raison de la famine) (1). L'aviation, les missiles balistiques ainsi que les chars d'une coalition de pays arabes emmenée par l'Arabie saoudite y ont été engagés.

Depuis la fin de la guerre froide, les commentateurs ont pris l'habitude de désigner les conflits par l'adjectif « asymétrique ». Traditionnellement, un conflit symétrique oppose des adversaires de force comparable qui utilisent les mêmes moyens et les mêmes règles du jeu (les deux guerres mondiales, par exemple). Dans un conflit « dissymétrique », l'un des adversaires est plus puissant que l'autre, mais les deux pratiquent les mêmes règles. La première guerre du Golfe (1990-1991), où une coalition occidentale dirigée par les États-Unis affronta la « quatrième armée du monde » – on ne sait toujours pas quelle était la troisième –, est typique de ce genre de conflit. Or, après l'effondrement du bloc soviétique, les armées occidentales apparurent si puissantes qu'un conflit les impliquant ne pouvait être que dissymétrique. Aussi, certains adversaires privilégièrent d'autres façons de faire la guerre, telle la guérilla, en modifiant les règles du jeu : on parla alors de conflits asymétriques, où la puissance importe peu, puisque l'un des adversaires cherche autre chose qu'une suprématie locale et temporaire.

Usage intensif de drones

La guerre asymétrique ne peut se réduire aux attentats-suicides ou au terrorisme, qui ne sont que des modes d'action. En revanche, le harcèlement de l'ennemi, le camouflage (le matin paysan, l'après-midi insurgé, le soir policier, la nuit cyberpirate), la dilution dans la population, la recherche de modes d'agression du faible au fort, le pari de la longue durée sont symptomatiques de ces conflits asymétriques. En Afghanistan, la guerre de 2001 à 2021 en est emblématique ; elle fut finalement gagnée par les talibans.

Le conflit en Ukraine marque un retour à ce qu'on appelait autrefois un conflit blindé-mécanisé : une configuration où les deux adversaires disposent d'un volume important d'armements lourds et partagent la

volonté de s'en servir. Début 2022, l'Ukraine comptait environ 850 chars (et environ 1 100 en réserve) ; 1 100 véhicules de combat d'infanterie ; plus de 1 100 tubes d'artillerie ; 350 lance-roquettes multiples (2). La Russie multiplie ces chiffres par un facteur trois ou quatre... Mais, d'apparence dissymétrique, le conflit devient progressivement plus symétrique, notamment en raison des livraisons d'armes occidentales.

Une autre caractéristique du conflit réside dans sa dimension nucléaire. L'un des deux belligérants est la première puissance nucléaire du monde en termes de têtes alignées (5 977), dont les trois quarts sont déployées. L'autre a accepté de transférer son arsenal atomique à la Russie, après la signature du mémorandum de Budapest en 1994 – et n'est pas couvert par le parapluie nucléaire d'un allié. Qu'on ne s'y trompe pas : c'est bien en raison de ce déséquilibre que nous sommes en présence d'un conflit symétrique. L'avantage nucléaire de Moscou lui a donné suffisamment d'assurance pour attaquer Kiev, mais sans décourager Washington et ses alliés de venir en aide à l'Ukraine. L'ombre atomique limite cependant l'escalade de l'une ou de l'autre partie. Le Kremlin a beau agiter la menace d'une telle frappe, il s'agit d'une posture déclarative visant à entraver l'engagement trop direct des Occidentaux.

Dans cette configuration, les soutiens de Kiev fournissent du renseignement, de l'armement et des subsides, mais s'abstiennent de tout engagement de troupes au sol. Le débat a alors tendance à se focaliser sur une illusoire arme magique qui renverserait le cours de la guerre, comme l'a encore illustré, au mois de janvier, l'agitation autour de la livraison de chars lourds à l'Ukraine. Après une pression extérieure énorme, le chancelier allemand Olaf Scholz, soumis à une coalition politique hétéroclite et fragile et en butte à la frange pacifiste de sa propre formation, le Parti social-démocrate (SPD), a finalement autorisé les pays possédant des chars Leopard 2 de fabrication allemande (notamment la Pologne, la Finlande, voire la Norvège) à transférer ceux-ci à l'Ukraine. Les Britanniques ont promis de leur côté quatorze Challenger 2. La France a accepté d'envoyer des véhicules blindés de combat AMX-10 RC sur le front, sans exclure d'y ajouter des chars Leclerc.

La sophistication des matériels s'avère évidemment utile, mais elle ne suffit pas à gagner la guerre. Leur quantité, ainsi que celles des munitions (en stock ou produites), constitue un paramètre souvent négligé. Or la plupart des armées occidentales sont dotées d'armes de haute technologie, moyen de positionner leur industrie de défense sur les exportations haut de gamme. Cette orientation entraîne deux inconvénients : elle privilégie les petites séries – la haute couture plutôt que le prêt-à-porter – et la complexité, celle des matériels comme celle des procédures. Aussi, les chaînes de production durent peu longtemps ; les stocks de pièces détachées ou de munitions font défaut. En juin dernier, le président français Emmanuel Macron a ainsi déclaré l'« *entrée dans une économie de guerre dans laquelle (...) il faudra aller plus vite, réfléchir différemment sur les rythmes, les montées en charge, les marges, pour pouvoir reconstituer plus rapidement ce qui est indispensable pour nos forces armées, pour nos alliés ou pour celles et ceux que nous voulons aider* ». Des groupes de travail s'inscrivent sur la réforme des procédures d'acquisition et de commande d'armement depuis six mois, sans que les résultats soient très convaincants.

En outre, l'enjeu de cette guerre tient aux hommes, qu'aucun des alliés de Kiev n'entend sacrifier sur le sol ukrainien. De son côté, le Kremlin s'est décidé à mobiliser, lui qui avait lancé une « opération militaire spéciale » en croyant qu'un simple coup de force suffirait à renverser le régime. Les 160 000 soldats déployés aux frontières ukrainiennes, auxquels s'ajoutent les troupes issues des forces séparatistes, n'y ont pas suffi, entraînant l'annonce d'une mobilisation partielle, le 21 septembre, qui a renforcé le dispositif russe d'environ 300 000 hommes. L'industrie d'armement a été relancée sous le pilotage étroit de l'État. Malgré les espoirs occidentaux d'un épuisement des stocks d'obus et de missiles, la poursuite de la campagne de bombardements sur les infrastructures ukrainiennes depuis dix mois suggère que les chaînes de production parviennent à les réapprovisionner. Alors que les rumeurs au sujet d'une nouvelle mobilisation d'un demi-million d'hommes vont bon train, le facteur de la démographie joue ici à plein : selon le dernier recensement, la Russie compte 140 millions d'habitants quand l'Ukraine n'en comptait avant la guerre que 39 millions, dont neuf seraient réfugiés à l'étranger. À supposer que les pertes en hommes soient égales, selon les estimations du Pentagone fin novembre, on est loin des 3,5 Russes tués pour 1 Ukrainien qu'il faudrait pour équilibrer le rapport de pertes.

La guerre d'Ukraine a donné au public le sentiment d'un « retour » aux combats de tranchées de 1915 et d'une confrontation avec Moscou au parfum de guerre froide. Malgré ces ressemblances évidentes, il s'agit bien d'une guerre du XXI^e siècle. La théorie stratégique des dernières années s'intéresse à ce que les stratèges américains appellent les *multi-domain operations* (MDO), concept que leurs homologues français ont adapté en opérations « multimilieux et multichamps » (M2MC). Selon cette doctrine, aux traditionnels (terre, mer, air) se seraient ajoutés d'autres milieux d'opération : l'espace sidéral, le cyberspace, ainsi que deux

environnements (ou champs), l'environnement électromagnétique et le champ des perceptions (ce que l'auteur de ces lignes avait qualifié, il y a quelques années, de couche sémantique du cyberspace (3)). Or la guerre d'Ukraine s'étend de manière plus ou moins active dans ces quatre nouveaux milieux et champs. La contribution des satellites est majeure, notamment pour le renseignement mais aussi pour les télécommunications : c'est d'ailleurs l'un des appuis essentiels fournis par les Américains et les Européens à l'Ukraine ; c'est aussi l'un des domaines où les Russes n'ont apparemment pas montré de grandes capacités. Le milieu cyber a été étonnamment moins exploité que lors de précédents conflits, notamment si l'on se rappelle les actions russes lors de la guerre de Géorgie en 2008 ou américaines dans la campagne de Libye. En revanche, l'environnement électromagnétique a été très utilisé, même si peu d'observateurs l'ont clairement noté car son invisibilité retient moins l'attention. Pourtant, radars et ondes de toutes gammes n'ont cessé de fonctionner, que ce soit en détection ou en contre-mesures de brouillage ou d'intrusion. La nouveauté la plus visible de cette guerre a été l'usage intensif de drones de tailles et provenances diverses (Baykar turcs qu'on avait déjà vus lors de la guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, mais aussi Kaman 22 iraniens livrés à la Russie) avec des fonctions nombreuses (reconnaissance, drones de combat ou « kamikazes »). Ainsi, plus de 4 600 drones auraient été détruits depuis le début de la guerre, et il en tomberait chaque mois près de 500 (4). Tout ceci a peuplé la troisième dimension de multiples objets : avions, hélicoptères, drones, obus d'artillerie dont la portée devrait encore s'allonger, avec la livraison possible à l'Ukraine de bombes guidées planantes américaines GSLBD, pouvant atteindre une cible jusqu'à cent vingt kilomètres. Le champ de bataille est devenu extrêmement dangereux, à toutes les altitudes. Pour se protéger, il faut des couverts, ce qui explique que les zones urbaines soient utilisées comme des forteresses. Les combats urbains sont dès lors extrêmement destructeurs puisque la seule façon de déloger l'ennemi consiste à détruire méthodiquement les immeubles où il s'abrite.

Transparence des opérations

Si la guerre d'Ukraine affiche une dominante terrestre, le milieu maritime n'est pas en reste. Lui aussi a fait l'objet d'évolutions avec des tirs de missiles depuis la terre (comme la frappe ukrainienne sur le croiseur russe *Moskva* en avril 2022), des drones navals ou sous-marins, des actions sur le fond des mers (comme le dynamitage du gazoduc Nord Stream 2, dont les responsables n'ont toujours pas été identifiés) ainsi que des raids commandos, notamment ukrainiens (à l'intérieur du territoire russe et peut-être contre le pont de Kertch). Dans ce milieu aussi, l'augmentation des armes d'agression suscite le développement de contre-mesures défensives.

L'espace médiatique et informationnel connaît des évolutions profondes et ambivalentes. D'un côté, les réseaux sociaux et les chaînes d'information en continu produisent un tumulte médiatique permanent, souvent polarisé, amplifiant le phénomène classique de la propagande de guerre. Simultanément, de façon plus positive, la multiplicité des vecteurs numériques publics permet une analyse de sources ouvertes. L'observateur dispose ainsi d'informations brutes qui permettent de suivre précisément les fronts, les pertes, les états d'esprit des troupes et des populations, ou encore de contrôler les affirmations erronées. Cette transparence entraîne des conséquences sur les opérations : il est ainsi difficile de préparer des surprises tactiques puisque l'ennemi, grâce à ses moyens (drones, satellites, renseignement humain chez l'adversaire, suivi des réseaux sociaux), a lui aussi une image assez nette de ce qui se passe. Cela atténue fortement l'efficacité des manœuvres et contribue sans doute à la linéarité des fronts que l'on observe depuis le deuxième mois du conflit, malgré les quelques percées observées ici ou là.

Il est plausible que cette situation perdure, même si les opérations récentes ont montré quelques progressions russes. En dépit des nouvelles masses de matériel et d'hommes qui se dirigent vers le front, aucune victoire ne semble se dessiner nettement à ce stade. Après une nouvelle confrontation meurtrière, probablement au printemps, la guerre pourrait même évoluer vers un « conflit gelé », similaire à celui que menèrent la Russie et l'Ukraine entre 2015 et 2022.

Olivier KEMPF (Monde diplomatique, février 2023)

Directeur du cabinet de synthèse stratégique La Vigie, chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique.
Auteur de *Guerre d'Ukraine*, Economica, Paris, 2022.

(1) Lire Damien Lefauconnier, « En Irak et en Syrie, les civils sont les premières victimes des bombardements », *Le Monde diplomatique*, mars 2022. / (2) Joseph Henrotin, « Les opérations terrestres en Ukraine : la guerre conventionnelle parfaite ? », *Stratégie*, n° 129, Paris, 2022. / (3) François-Bernard Huyghe, Olivier Kempf et Nicolas Mazzucchi, *Gagner les cyberconflits. Au-delà du technique*, Economica, Paris, 2015.

(4) Témoignage d'un officier qui a requis l'anonymat.

En Ukraine, des chars avec de l'uranium appauvri ?



Les États-Unis et ses alliés européens vont livrer de nouveaux blindés à Kiev. Ceux-ci peuvent tirer des munitions comportant de l'uranium appauvri, un matériau très toxique et aux effets graves sur la santé.

Mercredi 25 janvier, le chancelier allemand Olaf Scholz et le président étasunien Joe Biden ont annoncé la livraison de chars blindés à l'Ukraine. Dix jours avant, le Premier ministre britannique Rishi Sunak promettait lui aussi quatorze chars anglais à Kiev. Ces Leopard 2 allemands, M1 Abrams et Bradley étasuniens ainsi que les Challenger 2 britanniques sont tous capables de tirer des obus antichars extrêmement perforants composés d'uranium appauvri. Jusque-là, aucun pays n'a confirmé ou infirmé si ces

munitions étaient utilisées en Ukraine.

Interrogé sur la question lors d'une conférence à la Maison-Blanche le 25 janvier, un haut fonctionnaire du gouvernement Biden a esquivé le sujet, assurant « *ne pas vouloir entrer dans les détails techniques* ».

Prisé par l'industrie militaire, l'uranium appauvri est un sous-produit de l'enrichissement de l'uranium. Il est bon marché et 1,7 fois plus dense que le plomb, ce qui lui permet de perforer n'importe quel blindage, même ceux des chars les plus résistants.

Les obus en uranium appauvri ont été massivement utilisés lors des guerres du Golfe en 1991 et 2003 ainsi que dans les Balkans, en Serbie et au Kosovo. Durant les deux guerres du Golfe, 480 tonnes de munitions de ce type ont été utilisées en Irak.

Cancers, maladies, douleurs...

Mais plusieurs années après ces guerres, de nombreux vétérans, pour la plupart étasuniens, ont déclaré souffrir de troubles divers tels que des maux de tête, une fatigue extrême, des douleurs musculaires, des nausées ou des maladies de peau. Regroupés sous le nom de « *syndrome du Golfe* », ces troubles et maladies n'ont pas été officiellement reliés à l'utilisation massive d'obus en uranium appauvri, mais le doute demeure. Les conséquences sur le long terme pour les populations irakiennes bombardées sont également méconnues. Des médecins et experts en santé publique ont ainsi avancé l'hypothèse que l'uranium appauvri pourrait être à l'origine de la hausse sans précédent des cas de malformations congénitales et de cancers observés dans les régions d'Irak où les combats ont été les plus violents. En 2021, une étude publiée dans la revue scientifique *BMJ Global Health* concluait que « *les preuves disponibles suggèrent des associations possibles entre l'exposition à l'uranium appauvri et les effets néfastes sur la santé de la population irakienne* ».

« *Il y a beaucoup de désinformation sur l'uranium appauvri*, explique Bruno Chareyron, directeur du laboratoire de la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (Criirad). *Le terme « appauvri » laisse penser qu'il est sans danger, mais ce métal a une radioactivité notable, de l'ordre de 40 millions de Becquerels (Bq) par kilogramme, c'est-à-dire que pour 1 kilo d'uranium appauvri, 40 millions d'atomes se désintègrent chaque seconde et émettent des radiations.* »

Outre les munitions, l'uranium appauvri peut également être utilisé comme blindage pour les chars de combat, comme c'est souvent le cas pour les blindés M1 Abrams. Washington a cependant affirmé que la version du char qui serait livrée à l'Ukraine ne serait pas équipée d'un tel blindage.



Les Leopard 2 allemands peuvent aussi envoyer des obus composés d'uranium appauvri. *Flickr/CC BY-NC 2.0/Metziker*

Face au doute quant à l'utilisation d'obus en uranium appauvri contre Moscou, la diplomatie russe, à travers la voix du chef de sa délégation à Vienne, Konstantin Gavrilov, n'a pas tardé à réagir, affirmant le 25 janvier que « si de telles munitions [...] étaient livrées à Kiev, nous considérerons cela comme l'utilisation d'une bombe nucléaire sale contre la Russie, avec toutes les conséquences qui en découlent » et appelant les forces occidentales à empêcher « des provocations nucléaires ». Les tanks russes sont eux aussi en mesure d'utiliser ce type de munitions.

« Utiliser des armes en uranium appauvri serait aberrant, selon Bruno Chareyron, du Criirad. Si un obus composé de ce métal explose, cela va forcément disperser des particules qui vont contaminer les sols et la chaîne alimentaire durablement, puisqu'il faut attendre 4,5 milliards d'années pour que la radioactivité de l'uranium appauvri soit divisée par deux. Si elles sont ingérées ou inhalées, ces particules vont également contaminer les populations et les militaires sur place. »



L'encombrante livraison d'uranium russe à l'Europe

La France n'a pas encore pris de décision concernant la livraison de blindés à l'Ukraine, hormis les chars légers AMX-10 RC, mais les chars Leclerc peuvent eux aussi tirer des obus composés d'uranium appauvri. L'armée française est d'ailleurs soupçonnée d'avoir utilisé ce type de munitions au Mali.

Précisions

Photo chapô : *Flickr/CC BY-NC-ND 2.0/Nato North Atlantic Treaty Organization*

Justin CARRETTE (Reporterre), 4 février 2023

Concerto pour panzers

Lorsque l'axe Washington-Londres-Varsovie décide en janvier dernier de contraindre l'Allemagne et la France à livrer des chars lourds à Kiev, il bénéficie d'une chambre d'écho médiatique haute-fidélité. On en apprécie le caractère grossièrement propagandiste en imaginant un instant que le débat porte sur la fourniture de blindés non pas à l'Ukraine, mais à un autre pays agressé par un puissant voisin : la Palestine ou le Yémen, par exemple.

Super soliste de l'atlantisme au *Figaro*, Isabelle Lasserre exulte de cette « levée du tabou sur les chars », car « la paix durable dépend d'une victoire militaire sur le terrain » afin que l'Ukraine puisse enfin « rejoindre le camp occidental, celui de la démocratie et des valeurs européennes » (www.lefigaro.fr, 13 janvier). On retrouve Lasserre invitée le même jour à la matinale de France Inter pour contester l'utilité d'un débat parlementaire sur le sujet. Puis la voici sur le plateau de l'émission « C Politique », sur France 5 : « Livrer des armes lourdes me paraît indispensable pour permettre à l'Ukraine de résister à l'offensive russe annoncée au printemps » (22 janvier). Ainsi va l'information « de qualité » : des journalistes invitent des journalistes à relayer des campagnes qu'ils ont eux-mêmes lancées. Pendu aux micros de France Inter, de LCI, de BFM TV, l'expert atlantiste Pierre Servent dévoile ce même 13 janvier au *Figaro* sa nouvelle géopolitique végétarienne : « Nous allons vers un affrontement entre les “carnivores” – qui considèrent que la force prime le droit (...) – et les “herbivores”, qui défendent le droit comme régulateur des conflits, la civilisation, le respect de l'altérité. »

Le monde se remet à peine de cette percée conceptuelle – l'Amérique herbivore, mais oui, c'est tout à fait ça –, quand Léa Salamé présente sur France Inter son invité du jour (23 janvier), le journaliste américain Fareed Zakaria : « l'un des plus grands experts de politique internationale aux États-Unis » dont « les analyses sont parfois des oracles » puisqu'il pense comme Léa Salamé, Pierre Servent et Isabelle Lasserre.

« Ou l'Amérique et ses alliés occidentaux démocratiques stabilisent un monde de lois, de règles, d'ouverture, ou alors on va vers un chemin beaucoup plus sombre, comme au XIXe siècle, explique l'oracle. Nous voulons cet ordre mondial. Et quand vous voulez la fin, il faut vouloir les moyens. Si l'Ukraine perd la guerre, Poutine gagne et alors ce sera la loi de la jungle. » Il faut donc envoyer des chars à l'Ukraine, reconquérir la Crimée et, surtout, proscrire toute négociation de paix, car « offrir à Poutine une branche d'olivier pourrait lui faire croire qu'il a gagné » (*Le Journal du dimanche*, 22 janvier).

Prochaine étape, les avions de combat ? Palestiniens et houthistes se réjouissent déjà.

Pierre RIMBERT (Monde diplomatique, février 2023)